

Paris, le 07 avril 2017

NOTE D'ANALYSE

OBJET : Analyse des correspondances adressées au Chef de l'Etat au cours du mandat portant sur les questions identitaires : *Une société française fragilisée par la remise en question de son cadre commun*

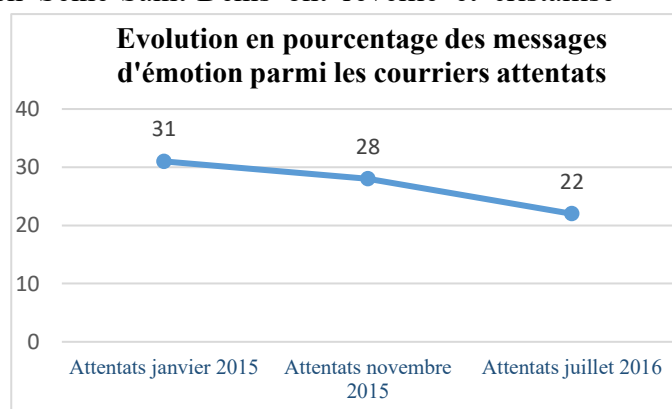
Le quinquennat a été marqué par de multiples périodes « clivantes » qui ont contraint les Français à s'interroger sur les fondements et la représentation de notre structure sociétale. Qu'il s'agisse du Mariage pour tous, de la réaction aux attentats, des polémiques telles le burkini, ou de la déchéance de nationalité, ces sujets, bien que se situant sur des plans très différents, ont chacun à leur manière paru ébranler des convictions profondes des Français.

Les débats houleux n'étaient pas des prétextes de la part de détracteurs du Président de la République, mais une véritable mise en lumière des interrogations des correspondants sur la capacité de notre pays à maintenir une société unie, capable de faire perdurer sa cohésion intrinsèque et sa logique républicaine - dans laquelle le respect de la laïcité est devenu un outil indispensable.

On a vu souvent transparaître, derrière ces propos, une empreinte encore forte des représentations et repères identitaires ayant jalonné l'histoire de notre pays, en particulier chrétiens. Ce paradoxe est présent dès le début du mandat lors du projet de loi ouvrant le mariage aux couples de même sexe. Plus de 8700 intervenants, majoritairement favorables à « *la préservation d'un modèle familial traditionnel* » ont alerté le Chef de l'Etat sur l'importance du mariage, institution qui « *structure la société* ». Rappelant que « *la famille a toujours été le premier lieu d'intégration des citoyens dans la société* », ces opposants semblaient voir avec le Mariage pour tous leur conception de la famille et de la filiation voler en éclats. Heurtés dans leur croyance, construite par des repères autant culturels que religieux, ce projet de loi a été vécu par ces Français comme une « *atteinte à l'identité* » : « *le mariage c'est un homme et une femme, depuis Adam et Eve alors pourquoi changer cela ?* ».

I. Un premier réflexe républicain

Les attaques terroristes menées à Paris et en Seine-Saint-Denis ont réveillé et cristallisé beaucoup plus durement les interrogations profondes sur les fractures de notre société. « *Secoués* », « *déconcertés* », ou encore « *stupéfaits* » par les attentats de Charlie Hebdo, Montrouge et de l'Hypercacher, plus de 7000 correspondants ont exprimé leur crainte. Passé le choc initial, la sécurité a immédiatement été au centre des attentes et des inquiétudes des citoyens.



Plus de 1 600 correspondants ont ainsi abordé pêle-mêle la question de l'efficacité des politiques sécuritaires, pénales et migratoires.

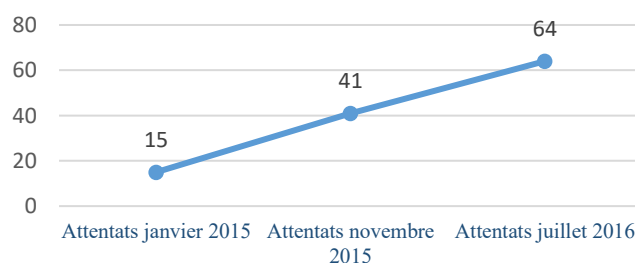
Conscients cependant que la réponse sécuritaire n'est pas l'unique solution, les règles et les valeurs de la République ont également été mises en avant dans les correspondances. Identifiant l'école, la jeunesse et la laïcité comme armes du « vivre ensemble », une véritable dynamique d'unité s'est exprimée, tel un réflexe républicain. A ce titre, **l'organisation de la marche d'union nationale du 11 janvier 2015 a été particulièrement appréciée, fédérant plus de 1400 courriers** (« *vous nous avez donné l'occasion d'apparaître unis, fiers et forts !* » ; « *vous avez été le Président du rassemblement !* »). Mettant en avant les valeurs de la République et persuadés que « *notre esprit ouvert, critique et universel nous donne un pas d'avance sur les autres nations* », ces Français se refusaient à croire que les mesures sécuritaires représentaient la seule et unique clef dans la lutte contre le terrorisme. L'important est de se donner les moyens de vivre ensemble, de recréer une cohésion nationale. En particulier à l'école, où pour plus de 300 d'entre eux, l'apprentissage de la citoyenneté doit se faire au sein de l'Education nationale. « *Sanctuaire à préserver* », **l'école tient, de l'avis de tous, une place primordiale pour transmettre les valeurs républicaines** et garantir la mixité sociale : « *l'éducation est une réponse à la hauteur de notre culture et de nos Lumières* ».

Quelques semaines après les attentats de janvier, le sursaut d'unité s'estompe et la tentation communautaire semble à nouveau l'emporter sur « *l'esprit du 11 janvier* ». Les questionnements autour de l'islam et l'immigration deviennent réguliers, la défense de la laïcité contre la montée des extrémismes est également source d'irritation : « *nous sommes un vieux pays, avec des traditions et des valeurs. Je pense que nous avons toléré trop d'abus au nom de l'intégration* ». Dans ce climat de crispations identitaires, les premiers amalgames sont établis et les musulmans jugés responsables « *des tensions du pays* ». Même si la laïcité est toujours plébiscitée, perçue comme un rempart contre la tentation du repli communautaire, elle semble devenir une utopie aux yeux des requérants : « *nous sommes un pays laïc mais nous sommes aussi incapables de faire appliquer nos principes* ».

II. Le glissement vers un réflexe sécuritaire

Les attentats du 13 novembre 2015 amplifient cette tendance : l'émotion et la recherche d'apaisement vues en janvier disparaissent plus vite pour faire place à la colère. Le Gouvernement est accusé d'avoir été « *permissif* » et « *laxiste* » concernant la place de l'islam et le respect de la laïcité en France. Ces citoyens exigent la « *réaffirmation de la République* » et de ses valeurs. Cela passe pour une majorité d'entre eux par la « *fin de la tolérance* » envers les « *porteurs du voile intégral* », les « *prêcheurs de haine salafistes* » et tout individu ne respectant pas la laïcité que certains souhaitent même ajouter à la devise nationale : « *si ces individus ne nous reconnaissent pas comme leurs pairs, ils n'ont rien à faire ici* ».

Evolution en pourcentage des attentes sécuritaires parmi les courriers attentats



Les réactions se sont nettement durcies et **la réponse sécuritaire est devenue la priorité**. Exit « *l'homme du rassemblement* » salué à la suite des attentats de janvier, les Français réclament et reconnaissent « *le Chef de guerre* » : « *nous sommes en guerre, vous l'avez dit vous-même alors agissez comme il se doit et protégez nous* ». Se sentant « *attaqués* » sans en comprendre les

motivations, les citoyens demandent **une protection de l'Etat motivée par la peur**. Une peur instinctive, qui instaure une volonté de combattre la menace par la violence. Le champ lexical des courriers est guerrier : « *combattre* », « *abattre* », « *prendre les armes* ». Il faut remettre de l'ordre en usant de la violence à la fois par les moyens sécuritaires que représentent les forces de l'ordre et par le symbolique via la déchéance de nationalité. Paraissant cette fois-ci incapables de faire bouclier face à la menace, les modalités et les valeurs de la République sont remises en question au profit d'une dynamique de redéfinition des contours de la Nation qui s'installe.

Dès lors, l'islam est pris pour cible et **la thématique migratoire devient récurrente** - le passeport syrien de l'un des terroristes a fréquemment été relevé : « *ils n'ont rien à faire chez nous* ». La déchéance de nationalité semble ainsi rassurer une partie des Français. Près de 650 intervenants se sont prononcés sur ce projet. Même si la majorité de ses 350 partisans reconnaissent « *la faible utilité* » de la mesure, ils sont séduits par sa portée symbolique, « *à l'image d'une France en lutte contre le terrorisme* ». Il s'agit d'une certaine façon de faire un tri parmi la population en écartant les éléments jugés néfastes au lieu de prôner le collectif : « *on ne peut se revendiquer Français et prendre les armes contre ses concitoyens* ». Cependant, pour 45% des correspondants, la déchéance de nationalité ne « *viendrait que stigmatiser inutilement une partie de la population française* » en créant une « *sous-catégorie de Français* ». Dans tous les cas, c'est par rapport au rassemblement qu'est jugée cette mesure, qu'on la souhaite ou que l'on craigne qu'elle fragilise davantage la Nation. Et parallèlement, le réflexe de protection par une révision du rapport entre sécurité publique et libertés individuelles se renforce.

III. Un rapport de force entre sécurité publique et libertés individuelles

Mesure liberticide pour ses opposants, « *dispositif essentiel face à la menace terroriste* » pour ses défenseurs, l'état d'urgence illustre cette confrontation entre maintien de l'ordre public et libertés. La controverse sur le burkini indique que ce rapport de force divise de façon durable. **En révélant les failles d'une société de plus en plus fragile, cette affaire met en relief les limites du vivre-ensemble** dans un contexte post-attentat qui a cristallisé les débats sur la compatibilité de l'islam et de la République et par extension sur la notion d'identité française dans un pays en perte de commun.

Dès le mois de juin 2016, les Français sont à nouveau confrontés au terrorisme. L'attentat de Magnanville à l'encontre d'un couple de policiers, qui a mobilisé plus de 110 citoyens partagés entre crainte et colère vis-à-vis d'une politique jugée « *laxiste et inefficace* », réveille le réflexe sécuritaire. Les correspondances exigent une refonte de la politique antiterroriste face à « *l'inefficacité flagrante des fiches S* » et attendent des outils juridiques « *solides et sévères* ». Une nouvelle demande sécuritaire émerge de façon significative : le port d'arme pour les forces de l'ordre en dehors des heures de service. Outre l'intensification de la demande de protection, une forme de résignation devient visible : « *la France est à genoux. Aucune mesure ne nous permettra de nous relever car c'est tout un système en place depuis des décennies qui est en cause* ».

Les attentats de juillet confirment ces replis sur la seule question sécuritaire et les volontés de redéfinir l'appartenance à la communauté nationale. Sont mises en cause majoritairement l'immigration et l'insuffisance de la lutte contre l'islam radical : « *la France est à nous, c'est notre pays, nous ne voulons plus rien partager avec eux. Ils nous veulent du mal, qu'ils retournent chez eux* » ; « *la colère monte, vous ne le voyez même pas, vous ne l'envisagez même pas, ou pire encore, vous l'ignorez* ». Avec le phénomène de « séries » qui s'enclenche, **le sentiment d'une société au bord de l'implosion se fait plus régulier et la notion de « guerre civile » devient récurrente**. Persuadés que le Gouvernement n'est et ne sera pas en mesure d'endiguer la menace, la volonté de

« *participer au combat* », en usant de termes violents, est encore plus présente qu'au mois de novembre : « *agissez ou des milices citoyennes vont s'organiser. Et j'y participerais* » ; « *si vous ne faites rien c'est le peuple qui va s'en charger, ce sera la porte ouverte à toutes les exactions et vous en serez responsable* ». Les solutions sécuritaires proposées deviennent parfois aberrantes : « *il faut mettre des cochons partout pour les empêcher d'entrer dans nos bâtiments* »... Ce type de réclamation devient de moins en moins marginal, témoignant de la confusion grandissante entre terroristes, islam et musulmans : « *si vous ne voulez pas d'amalgame alors commencez par désigner clairement les auteurs de ces crimes; l'amalgame c'est vous qui en portez la responsabilité si vous continuez à être dans le déni. Pourquoi dire encore cela n'a rien à voir avec l'islam alors que c'est tout le contraire, il s'agit d'une guerre de religion, d'une seule religion, l'islam* ».

L'assassinat du prêtre Jacques Hamel vient définitivement remettre en cause la politique judiciaire et pénale ainsi que le modèle de notre société : « *France terre d'accueil c'est terminé, France tolérante aussi* » ; « *cela suffit d'être solidaires, d'être unis nous ne voulons plus être massacrés. La France est un grand pays, agissez comme un grand Président, cessez de venir sécher les larmes des familles. Vous devez réagir* ». La dualité entre liberté et sécurité refait surface en raison du port d'un bracelet électronique de l'un des assaillants : « *la lutte contre le terrorisme est inégale. Nous luttons avec un arsenal juridique protecteur du citoyen et de ses libertés contre des individus qui utilisent tous les moyens et qui s'affranchissent de toute règle et de toute conscience* ». La crainte d'un délitement de la société atteint son paroxysme avec « *la montée en puissance de l'horreur* » des attaques subies par la France.

Ces deux attentats ont totalisé près de 2500 courriers, soit près de trois fois moins que ceux du mois de janvier et deux fois moins que ceux du mois de novembre. Cette baisse régulière de réactions atteste d'une forme de lassitude de la part des Français, colère de devoir « *s'habituer* » à l'inacceptable : « *chaque fois, les coupables étaient "connus des services de police" ou "fichés S". Comment est-ce seulement possible ? Comment est-ce seulement acceptable ?* » ; « *encore un attentat, encore un fiché S* ».

~ ~

S'est ainsi mise en place, au fil des événements, **une véritable surenchère d'attentes sécuritaires dans des proportions démesurées** mettant en cause les principes de liberté et de démocratie, au nom de « *l'instinct de survie* ». **La désolation et la désillusion des Français face à l'impuissance de l'Etat sont grandissantes** : « *ils doivent rigoler les soi-disant "soldats de Daech". Ils nous butent et nous, depuis Charlie Hebdo on met des bougies, on chante, on pleure surtout, mais pas d'actes...* ». Les slogans rassembleurs s'estompent, les commémorations et les hommages nationaux perdent en intensité aux yeux des correspondants : « *ça suffit les gerbes de fleurs et les paroles* ». L'émotion s'est transformée en rejet au sein d'une société en perte de repères, soucieuse pour son avenir mais paradoxalement prête à abandonner pour un temps ses principaux fondements pour éviter son éclatement. **La question de l'unité de la Nation** (avec qui, comment ?), fortement ébranlée par ces événements, **reste plus que jamais au centre des réactions et représentations**.

Annexe : graphique de l'évolution des thématiques sécurité, laïcité, immigration et racisme sur la période de décembre 2014 à août 2016

